

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 10/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE NATUP**

16, rue Charpak  
76130 Mont-Saint-Aignan

Références : 20240605-ARInstallationsELEC  
Code AIOT : 0005802530

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2024 dans l'établissement SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE NATUP implanté PL DE LA GARE 76110 GODERVILLE. L'inspection a été annoncée le 08/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE NATUP
- PL DE LA GARE 76110 GODERVILLE
- Code AIOT : 0005802530
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Silo de céréales et stockage d'engrais

### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- ATEX
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Déversement accidentel	Arrêté Préfectoral du 30/12/2013, article 2.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
3	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En ce qui concerne le contrôle des installations électriques, l'exploitant assure le suivi des actions correctives suite au contrôle annuel.

Lors de l'inspection, un déversement accidentel a été constaté et maîtrisé par l'exploitant. L'exploitant veillera à analyser les causes de cet incident et à mettre en place les actions préventives qu'il jugera nécessaires. Il transmettra son plan d'action dans un délai d'un mois.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier rapport de contrôle des installations électriques date de moins d'un an ainsi que le certificat Q18 associé (rapport Bureau Veritas du 16/11/2023).</p> <p>Le certificat Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Une observation est associée à ce constat dans le bâtiment engrais: «remplacer les matériels par un modèle d'indice de protection IP 50 IK07, locaux à risque d'incendie (stockage d'engrais)". L'exploitant indique que le matériel est toujours présent mais non alimenté électriquement.</p> <p>Un contrôle des installations électriques par thermographie IR est effectué périodiquement par un électricien en interne du groupe NATUP.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de contrôle précise que l'ensemble des installations accessibles et présentées ont été vérifiées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de contrôle des installations électriques (16/11/2023) mentionne 11 observations dont 9 récurrentes (déjà mentionnées dans les rapports précédents). Un suivi de ces observations est réalisé par l'exploitant (état de l'action et planification sur la liste récapitulative des observations du rapport). L'exploitant a traité 8 observations sur 11. Il lui reste à traiter les observations 6 (prévu en juin), 7 et 9.</p> <p>Un axe d'amélioration est proposé à l'exploitant : ajouter dans le plan d'action le délai et/ou le degré de priorisation des actions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que le zonage ATEX du site est mis à jour en début d'année. Il indique également que les seules zones ATEX sur ce site concernent l'intérieur des élévateurs. Aucun matériel électrique n'est présent dans ces zones, ce qui justifie la non-nécessité d'un document étudiant l'adéquation ATEX.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a vérifié sur le terrain le traitement de l'observation mentionnée dans le Q18 : «remplacer les matériels par un modèle d'indice de protection IP 50 IK07, locaux à risque d'incendie (stockage d'engrais)». L'exploitant indique que le matériel est toujours présent mais non alimenté électriquement». L'inspection a pu constater dans l'armoire électrique la présence du cadenas de consignation.</p> <p>Le contrôle visuel par sondage de l'état des installations électriques n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection (notamment vérification du traitement de l'observation n°10 du rapport de contrôle).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Déversement accidentel**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2013, article 2.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incident ou accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme, ainsi que le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>NATUP, en tant que coopérative agricole, assure la récupération des bidons vides d'engrais et produits phytosanitaires rapportés par les agriculteurs. Ces bidons doivent être rapportés rincés et dans un sac transparent comportant l'identification de l'agriculteur.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté un déversement accidentel de produit bleu dans la zone extérieure de récupération des emballages usagés.</p> <p>L'exploitant a répandu du produit absorbant sur la zone immédiatement. Le produit déversé n'a pas atteint le réseau des eaux pluviales du site. Il n'y a pas eu d'atteinte à l'environnement hors du site.</p> <p>La fiche de données de sécurité a été présentée : il s'agit du produit « compo Bleu liquide », produit phytopharmaceutique, adjuvant pour marquage des zones traitées. Ce produit n'est pas classé dangereux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à analyser les causes de cet incident et à mettre en place les actions préventives qu'il jugera nécessaire. Il transmettra son plan d'action dans un délai d'un mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 1 mois